

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYgone - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 17 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE – Station biologique

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_STbio_2024-12-10_RAPVI_APC_MCBM_00757
Code AIOT : 0006201785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 de la station de traitement biologique dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 8 octobre 2024 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" une station de traitement biologique.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Connaissance des effluents traités à la station biologique	Décision d'exécution du 30/05/2016, MTD 2 (partiel) et 3	Prescriptions complémentaires	3 mois
8	Bassin R1157	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 6bis-IV-a + 19 (partiel)	Prescriptions complémentaires	12 mois
9	Bassin R1117	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 6bis-IV-a +	Prescriptions complémentaires	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		19 (partiel)		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de la station biologique	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.3	Sans objet
2	Mesures comparatives des rejets aqueux en sortie de la station biologique	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, articles 3.3.4 et 3.3.5	Sans objet
4	Reprise d'effluents par dépotage	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.6	Sans objet
5	Entretien et conduite de la station biologique	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.3.3 (partiel)	Sans objet
6	Efficacité de la station de traitement biologique	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1 (partiel)	Sans objet
7	Gestion des boues biologiques	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection du 8 octobre 2024 la nécessité d'imposer par arrêté préfectoral complémentaire :

- la réalisation et la transmission d'ici le 31 mars 2025 de l'inventaire des flux d'effluents aqueux provenant des tiers traités à la station biologique sur l'ensemble des polluants susceptibles d'être émis et sur les polluants réglementés au niveau du point de rejet dans le milieu (valeurs moyennes de concentration et de flux et variabilité de ces valeurs) (cf. point de contrôle n°3) ;
- le nettoyage/curage du bassin R1157, le contrôle d'étanchéité de ce bassin et la mise en œuvre d'éventuelles actions correctives d'ici le 31 décembre 2025 (cf. point de contrôle n°8) ;
- la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle d'étanchéité du bassin R1157 (cf. point de contrôle n°8) ;
- le désherbage du bassin R1117 d'ici le 30 juin 2025 (cf. point de contrôle n°9) ;
- le nettoyage/curage du bassin R1117, le contrôle d'étanchéité de ce bassin et la mise en œuvre d'éventuelles actions correctives d'ici le 31 décembre 2025 (cf. point de contrôle n°9) ;
- la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle d'étanchéité du bassin R1117 (cf. point de contrôle n°9).

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de la station biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux	
Prescription contrôlée : "En sortie de la Station Biologique, les contrôles précisés dans le tableau ci-dessous sont réalisés. Les analyses sont effectuées sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.	
Paramètre	Fréquence
Débit	Mesure en continu et détermination du volume journalier (24 h)
pH	Journalière
Matières en suspension totales (MEST)	Journalière
Demande chimique en oxygène (DCO sur effluent non décanté)	Journalière
Hydrocarbures totaux (norme NF EN ISO 9377-2)	Journalière
Azote global (Ammonium , NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , Azote organique)	Journalière
Phosphore (phosphore total)	Journalière
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	Hebdomadaire
Indice phénols	Journalière
Benzène	Journalière
Toluène	Journalière
Xylènes	Journalière
Ethylbenzène	Journalière
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques de la norme ISO 17993 : naphtalène, acénaphène, phénanthrène, fluoranthène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, fluorène, anthracène, pyrène, chrysène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène)	Journalière
1,2-dichloroéthane	Hebdomadaire
Zinc	Hebdomadaire
Cuivre	Hebdomadaire

"
Constats : Sans observation sur les paramètres analysés, la fréquence d'analyse et la durée du prélèvement sur la base des résultats transmis dans GIDAF de mai 2023 à juillet 2024. En revanche, l'inspection des installations classées constate l'absence de résultats transmis en HAP le 22 février 2024, le 11 avril 2024, le 19 mai 2024, le 17 juillet 2024. L'exploitant a transmis les explications de l'absence ponctuelle d'analyse de ce paramètre (Bris du flacon lors de la manipulation au laboratoire du sous-traitant Carso, absence d'analyse par le laboratoire Carso).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures comparatives des rejets aqueux en sortie de la station biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, articles 3.3.4 et 3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Article 3.3.4</u> "Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées deux fois par an, sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par le service de l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande du service de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives."
<u>Article 3.3.5</u> "Les résultats et l'analyse des mesures comparatives effectuées en application de l'article 3.3.4 sont transmis au service de l'inspection des installations classées sous un mois à compter de la réception des résultats des mesures comparatives. La transmission est accompagnée le cas échéant, des mesures correctives mises en œuvre ou programmées pour corriger les éventuelles dérives."
Constats : Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none"> la réalisation par l'APAVE, organisme agréé, des mesures comparatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> mesure comparative des 18/19 avril 2023 sur 24 h par l'APAVE ayant conduit au rapport du 12 juillet 2023 ; mesure comparative des 22/23 août 2023 sur 24 h par l'APAVE ayant conduit au rapport du 22 septembre 2023 ; mesure comparative des 13/14 février 2024 sur 24h par l'APAVE ayant conduit au rapport du 3 juin 2024 ; la transmission des résultats de ces mesures sur l'application GIDAF. A noter que les résultats de la mesure comparative des 22/23 août 2023 sur 24 h par l'APAVE ayant conduit au rapport du 22 septembre 2023 mettent en évidence un écart analytique de 73 % pour les nitrates entre la mesure de l'autosurveillance (6,51 mg/L) et celle de la mesure comparative (<1 mg/L). Pour autant, cet écart est sans incidence notable sur la concentration en azote global.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance des effluents traités à la station biologique

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 30/05/2016, MTD 2 (partiel) et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Décision d'exécution 2016/902 de la commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil</u> <u>MTD 2</u> "Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air et la diminution de la consommation d'eau, la MTD consiste à établir et à tenir à jour, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux qui présente toutes les caractéristiques suivantes: [...] II) informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment: a) valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité; b) valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, certains composés organiques) et variabilité de ces valeurs; c) données relatives à la biodégradabilité [par exemple, DBO, rapport DBO/DCO, essai de Zahn et Wellens, potentiel d'inhibition biologique (nitrification par exemple)];" <u>MTD 3 du BREF CWW</u> "Pour les émissions dans l'eau jugées pertinentes qui sont recensées dans l'inventaire des flux d'effluents aqueux (voir MTD 2), la MTD consiste à surveiller les principaux paramètres de procédés (notamment, surveillance continue du débit, du pH et de la température des effluents aqueux) aux endroits stratégiques (par exemple, à l'entrée du prétraitement et à l'entrée du traitement final)." Constats : Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">• que les effluents traités à la station de traitement biologique sont notamment<ul style="list-style-type: none">◦ certains effluents d'Arkema (ADAME, Utilités, Acrylates, SAP, stockage et conditionnement sud, centre de recherche CRDE)◦ certains effluents de TEPF (atelier RW, RC4, PS, ...)◦ certains effluents d'Afyren Neoxy◦ certains effluents de Metex Noovista◦ certains effluents de SNF◦ certains effluents de Trinseo Altuglas• avoir une connaissance partielle de la composition des effluents provenant des tiers en entrée de station biologique. <p>En effet, l'exploitant n'analyse pas ou ne dispose pas, pour les effluents provenant des tiers, de résultats d'analyse sur l'ensemble des polluants susceptibles d'être émis et sur les polluants réglementés au niveau du point de rejet dans le milieu.</p> <p>L'exploitant ne dispose donc pas d'un inventaire des flux avec les valeurs moyennes de concentration et de flux et variabilité de ces valeurs pour tous les polluants pertinents.</p> <p>Lors de la visite et par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a indiqué avoir transmis un courrier le 28 septembre 2023 aux tiers ayant des effluents traités à la station biologique leur demandant de transmettre les caractéristiques des flux selon les attendus de la MTD2.</p> <p>Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant s'est engagé à tenir à disposition courant du 1^{er} trimestre 2025 un inventaire des flux aqueux traités à la station biologique.</p> <p>L'inspection des installations classées propose au préfet d'acter les engagements de l'exploitant par arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Reprise d'effluents par dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : "Le dépotage de citernes routières dans les ouvrages de la station de traitement biologique est soumis à l'accord préalable de l'exploitant de la station de traitement biologique, sur la base notamment de la disponibilité de la station et des résultats d'analyse de la caractérisation de l'effluent à traiter. Les paramètres à analyser sont a minima ceux définis par l'exploitant de la station. Lors de chaque dépotage, un échantillon d'eau est prélevé et conservé au moins 15 jours. Les opérations de dépotage font l'objet d'une traçabilité."
Constats : Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'exploitant a indiqué que ; <ul style="list-style-type: none">• les effluents dépotés sur la station de traitement biologique sont :<ul style="list-style-type: none">◦ les effluents de SNF dépotés vers le bassin R1157 ;◦ ponctuellement, les effluents de TRINSEO ALTUGLAS dépotés vers le bassin R1157 ;◦ ponctuellement les effluents de TEPF ;◦ en période d'arrêt de l'UO Acrylates tous les ans ou tous les 2 ans, un sous-produit chargé en DCO dépoté dans le bassin R1170 ;• le contenu du bassin R1157 fait l'objet d'un soutirage continu de quelques m³/h pour envoi vers la station de traitement biologique. <u>Pour les effluents de SNF</u> Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté par sondage : <ul style="list-style-type: none">• la demande écrite par mail de dépotage de SNF avec les résultats d'analyse de l'effluent sur les paramètres pH, DCO, Azote global pour le dépotage d'effluents le 2 et le 7 octobre 2024 sans joindre le bordereau d'analyse ;• l'accord écrit d'Arkema pour recevoir l'effluent à la station de traitement biologique pour les effluents le 2 et le 7 octobre 2024• pour les effluents, de la conservation dans le réfrigérateur du laboratoire de la station de traitement biologique des 2 bidons d'échantillons issus des 2 derniers dépotages d'effluents de SNF (échantillon du 2 octobre 2024, échantillon du 4 octobre 2024 réceptionné le 7 octobre 2024). L'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">• le bidon d'échantillon est fourni par SNF, qui réalise le prélèvement lors du chargement de la citerne et les analyses par son laboratoire interne ;• les effluents de SNF sont dépotés dans le bassin R1157. Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">• que les paramètres analysés sont ceux qui pourraient impacter par des effets de concentration le fonctionnement de la station biologique : pH, DCO et azote global• que les effluents de SNF représentent moins de 0,1 % de la charge hydraulique de la station biologique ;• qu'une analyse de biocompatibilité a été réalisée en amont de l'essai industriel mené en 2016 afin de valider la reprise de ces effluents à la station biologique. <u>Pour les effluents de TRINSEO ALTUGLAS</u> Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté par sondage : <ul style="list-style-type: none">• l'absence de bidons d'échantillons des derniers effluents dépotés par TRINSEO car les analyses sont réalisées par le laboratoire Arkema ;• les résultats d'analyse de l'effluent le 16 septembre 2024 sur les paramètres méthanol, acétone, MAM, DCOeb, HCT, pH. Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a notamment indiqué que les effluents de TRINSEO représentent une charge hydraulique inférieure à ceux de SNF. <u>Pour les effluents issus de l'incident survenu en août 2024</u> L'exploitant a indiqué que les effluents récupérés dans le bassin d'orage de la STF suite à l'incident survenu en août 2024 et entreposés dans des citernes de 70 m ³ ont été dépotés dans le bassin R1170 couvert de la station de traitement biologique afin de limiter les émanations de styrène dans l'atmosphère.

Pour les effluents en cas d'arrêt général de l'UO Acrylates

Lors de la visite et par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a indiqué que

- lors des périodes d'arrêt de l'UO Acrylates, un sous-produit (habituellement vendu) correspondant à un mélange d'acide acétique (73% +/- 5 %), d'acide acrylique (14% +/- 5%), d'acide formique (2,5 % +/- 0,1%), de MIBK (0,15% +/- 0,1%) et d'eau (10 % +/- 1%), est dépoté par citerne dans le bassin tampon R1170 afin de maintenir une charge en DCO en entrée de station biologique ;
- 24,05 t du sous-produit a été envoyé à la station biologique en septembre 2024 ;
- au maximum 250 tonnes du sous-produit sont susceptibles d'être envoyées à la station biologique lors de l'arrêt de l'UO Acrylates.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et conduite de la station biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.3.3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

"Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurées périodiquement et portés sur un registre tenu à la disposition du service de l'inspection des installations classées.

[...]

Un registre est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets aqueux auxquels il a été procédé."

Constats :

Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'exploitant a présenté le tableau de suivi journalier :

- des principaux paramètres suivis quotidiennement (rendement épuration DCO, flux DCO, indice de boue aérateur, niveau de bactéries filamenteuses dans l'aérateur, voile de boues dans les clarificateurs R1112A et R1112B, concentration MES dans l'aérateur R1109, température dans l'aérateur R1109, âge des boues,...) ;
- avec un code couleur (vert, orange, rouge) ;
- des actions correctives mises en place (ex : injection de coagulants du 13 au 24 septembre 2024 ; modification du débit de recirculation, modification sur l'aération, modification sur l'apport en nutriments,...).

Le tableau de suivi journalier contrôlé par sondage met en évidence la présence de plusieurs paramètres en orange ces dernières semaines.

L'exploitant explique que ces dysfonctionnements observés peuvent être liés :

- au by-pass du réacteur d'hydrolyse G403 au sein de l'UO Acrylates conduisant à une concentration et à un flux en DCO plus élevés qu'habituellement ;
- au basculement d'une période de fortes productions à l'UO Acrylates en septembre 2024 à une période d'arrêt général de l'UO Acrylates en octobre 2024 ;
- à la présence d'une teneur en dispersant élevé.

L'exploitant a précisé que l'efficacité des actions correctives mises en place n'est pas observée immédiatement dans le cadre d'un traitement biologique.

Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a transmis la liste des paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de la station biologique et leurs gammes de valeurs cibles. Il précise que :

- hors de ces gammes de valeurs cibles, la station est considérée en déviation ;
- cependant, les seuils d'alerte varient en fonction du contexte des rejets, de l'état de santé de la biomasse et l'impact des rejets sur la station de traitement final.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Efficacité de la station de traitement biologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : <u>Article 1.3.1 (partiel)</u> "Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, y compris le dossier de réexamen susvisé, sauf en ce qu'ils auraient de contraire à un texte de portée législative ou réglementaire en vigueur. [...]" <u>Dossier de réexamen du 7 décembre 2018</u> "La maîtrise du traitement biologique est notamment assurée par un suivi de l'âge des boues ainsi que par des observations macroscopiques et microscopiques qui ont lieu au moins toutes les 24 heures : <ul style="list-style-type: none">• L'observation macroscopique d'un échantillon de boues de l'aérateur, le test de décantation, la présence de flottant et la qualité du surnageant renseignent sur le comportement des floccs lors de la décantation ;• L'observation microscopique des boues activées renseigne sur la qualité et la composition de la biomasse (bactéries et microfaune). En complément du contrôle microbiologique, des essais de mesure de l'intensité de l'activité bactérienne dans l'aérateur par la méthode de l'ATPmétrie sont menés une fois par semaine. Cette méthode qualitative consiste à mesurer l'activité bactérienne à travers la mesure de l'ATP (AdénosineTriphosphate) qui est une molécule synthétisée chez toutes les cellules vivantes. Sur la base du suivi analytique sur les flux mesurés en entrée et en sortie de la station et selon les résultats des observations qualitatives, la teneur en oxygène dans l'aérateur ainsi que l'apport de nutriments (azote, phosphore) est ajusté selon les besoins. En cas de perturbation de l'activité bactérienne dans l'aérateur, une information est faite à tous les exploitants afin de les sensibiliser à la qualité de leurs rejets. Au niveau des clarificateurs, la hauteur du voile de boue est mesurée quotidiennement."
MTD12 "situation actuelle pour le traitement par boues activées - abattement de la DBO ₅ > 98 % - abattement de la DCO : > 97% situation actuelle sur la sédimentation par les 2 clarificateurs à la station biologique - abattement de l'ordre de 40 % selon les perturbations"
MTD21 "Le traitement aérobie à la station biologique est optimisé avec les observations microbiologiques, la mesure quotidienne de l'indice de boue et de l'âge des boues ainsi que par l'autosurveillance sur le rejet en sortie de station"
Constats : Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">• procéder à des observations macroscopiques et microscopiques régulières des boues ;• avoir arrêté en 2019 les essais hebdomadaires de mesure de l'intensité de l'activité bactérienne par ATPmétrie. Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none">• les observations macroscopiques des boues sont réalisées tous les jours et formalisées dans le tableau de suivi journalier de la station ;• les observations microscopiques des boues sont réalisées au moins une fois par semaine depuis 2010 par le chef de fabrication et le traiteur d'eau Aquaprox et peuvent être plus fréquentes en cas de dysfonctionnement avéré de la station biologique. La fréquence journalière de ces observations indiquée dans le dossier de réexamen de décembre 2018 n'est pas nécessaire au vu du retour d'expérience ;• le suivi hebdomadaire de l'ATPmétrie a été testé fin 2018 et n'a pas été poursuivi notamment en raison d'une casse de matériel non réparable et de la suffisance des autres

paramètres mesurés pour suivre le bon fonctionnement de la station biologique.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté, par sondage :

- le suivi en continu de la teneur en oxygène ;
- la mesure journalière de la concentration en DBO₅ en entrée et en sortie de la station de traitement biologique ;
- la mesure journalière de la concentration en DCO en entrée et en sortie de la station de traitement biologique ;
- le suivi journalier de l'abattement en DCO de la station de traitement biologique ;
- que l'abattement en DCO de la station de traitement biologique est supérieur au rendement indiqué dans le dossier de réexamen de décembre 2018 :
 - 98,8 % en 2023 ;
 - 98,5 % à fin août 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des boues biologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, article 1.3.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Boues

Prescription contrôlée :

Article 1.3.1 (partiel)

"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, y compris le dossier de réexamen susvisé, sauf en ce qu'ils auraient de contraire à un texte de portée législative ou réglementaire en vigueur. [...]"

Dossier de réexamen du 7 décembre 2018

"MTD 14 : situation actuelle

conditionnement chimique au chlorure ferrique des boues de la station biologique
épaississement et centrifugation des boues de la station biologique"

Constats :

Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'exploitant a indiqué que les boues issues du clarificateur sont épaissies, centrifugées puis stockées en benne avant élimination.

L'inspection des installations classées a constaté :

- en salle de contrôle de la station de traitement biologique :
 - le graphique de suivi sur les 7 derniers jours de l'injection du chlorure ferrique dans les boues ;
- sur le terrain :
 - les 2 pompes à boues permettant la reprise des boues épaissies et leur envoi vers les centrifugeuses ;
 - les 2 centrifugeuses de boues S1203A et S1203B ;
 - les conduites d'injection de chlorure ferrique (floculant) ;
 - les bennes de stockage des boues déshydratées.

Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a transmis les quantités 2023 et 2024 (à fin août) de boues extraites de l'aérateur, de boues épaissies, des boues expédiées et de chlorure ferrique consommé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin R1157

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a + 19 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Article 6bis-IV-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)."

<p><u>Article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u> "[...] Les installations de stockage [...] des effluents aqueux [...] sont étanches."</p> <p><u>Article 1.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre n°DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié</u> "[...] L'exploitant [...] entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts [...]."</p> <p>Constats : Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le bassin R1157 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • était équipé d'un liner ; • présentait des dépôts solides sur les parois du liner • contenait des effluents. <p>Lors de la visite et par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bassin R1157 est un bassin de sécurité qui permet : <ul style="list-style-type: none"> ◦ d'écarter les flux aqueux avant traitement à la station biologique ◦ de contenir temporairement une pollution avant la prise de décision pour traitement • le bassin R1157 récupère les effluents de process suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les flux basiques générés par les distillations à la soude des unités acrylates ; ◦ les flux des unités acrylates dont la teneur en COT est supérieure à 3000 mg/L afin de lisser la charge en DCO envoyée à la station biologique ; ◦ les flux des unités acrylates présentant un pH anormalement bas (<2,5) ou élevé (>10) ; ◦ les flux en cours de tests industriels (ex : effluents de la société Protelor) afin de lisser la charge et de minimiser leurs impacts potentiels sur la station biologique ; ◦ les effluents inhabituels en cas de sinistre ou de pollution survenant dans les unités raccordées à la station biologique ; ◦ les effluents de SNF dépotés par citerne ; • le dernier nettoyage du bassin R1157 a eu lieu en 2018/2019 (aspiration par radeau télécommandé de boues liquides de janvier à avril 2018 et de novembre 2018 à février 2019 soit environ 200 tonnes de matières sèches) ; • le contrôle de l'étanchéité du bassin n'a pas été réalisé en 2018/2019 car, une fois l'aspiration des boues liquides, le fond du bassin est constitué d'une couche compacte de sédiments consolidés, qui selon l'exploitant participe à l'étanchéité ; • l'entretien de ce bassin est complexe car il n'est jamais vide et il ne peut pas être arrêté ; • des opérations préalables au nettoyage sont nécessaires (définition du volume de boues à extraire et de leurs caractéristiques, consultation des entreprises) ; • le nettoyage/curage de ce bassin nécessitera plusieurs mois de travaux ; • le diagnostic de l'état de ce bassin sera réalisé à l'issue des travaux de curage ; • l'exploitant s'engage à réaliser le nettoyage/curage de ce bassin et le diagnostic de l'état du bassin dans un délai de 5 ans. <p>L'inspection des installations classées propose au préfet d'imposer par arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le curage/nettoyage du bassin R1157, la vérification de l'étanchéité de ce bassin et la mise en œuvre d'éventuelles actions correctives d'ici le 31 décembre 2025 ; • la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1157.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Bassin R1117

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a et 19 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 6bis-IV-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u> "L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et</p>

étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)."

Article 19 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"[...] Les installations de stockage [...] des effluents aqueux [...] sont étanches."

Article 1.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre n°DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"[...] L'exploitant [...] entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans ses études d'impacts [...]."

Constats :

Lors de la visite du 8 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le bassin R1117 :

- était équipé d'un liner ;
- présentait une végétation abondante (roseaux, tapis vert sur plus de 70 % de la surface,);
- présentait au moins 2 dégradations du liner. Par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a indiqué que :
 - la dégradation descendante observée sur la paroi Est du bassin correspond à l'apparition du béton sous-jacent au liner au niveau du chemin préférentiel d'écoulement des eaux de surface le long du bassin ;
 - la dégradation observée à l'angle du bassin est un détachement du liner dû à son vieillissement, sans conséquence sur la protection des milieux.

Lors de la visite et par courriel du 28 octobre 2024, l'exploitant a indiqué :

- le bassin R1117 récupère :
 - les eaux pluviales du secteur Sud de la plateforme (restaurant d'entreprise, bâtiment Arkema, voiries);
 - les effluents de la société TRINSEO ALTUGLAS (eaux pluviales, condensats de vapeur d'eau, eaux issues d'utilités, eaux sanitaires);
- les dernières opérations de nettoyage/pompage du bassin R1117 ont eu lieu en avril/mai 2017 ;
- la partie détériorée du liner des versants Nord et Est du bassin R1117 a été remplacée en septembre 2016 et avril 2017 ;
- s'engager à désherber mécaniquement le bassin au cours du 2nd trimestre 2025 puis tous les 12 ou 18 mois selon l'état des lieux ;
- s'engager à vérifier l'état du liner et du bassin R1117 à chaque désherbage ;
- s'engager à curer les boues du bassin après l'opération de désherbage (les dates des différentes étapes des travaux à réaliser seront communiquées au plus tard le 30 juin 2025).

L'inspection des installations classées propose au préfet d'imposer par arrêté préfectoral :

- le désherbage du bassin R1117 au plus tard le 30 juin 2025 ;
- le curage du bassin R1117, la vérification de l'étanchéité de ce bassin et la mise en œuvre d'éventuelles actions correctives d'ici le 31 décembre 2025 ;
- la définition d'une fréquence de nettoyage/curage et de contrôle de l'étanchéité du bassin R1117.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 12 mois